

Le Canada et la Communauté économique européenne

par Jeremy Kinsman

Malgré ce qu'en disent certains journaux, presque rien n'indique que les initiatives prises en Europe, au Canada ou aux États-Unis soient de nature à entraîner un resserrement des relations canado-européennes. La plupart des observateurs canadiens jugent pourtant que le Canada a besoin de diversifier ses relations extérieures dans le domaine économique et qu'il est tout naturel qu'il se tourne pour cela vers l'Europe. L'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique européenne (CEE) devrait souligner le côté pragmatique et populaire des efforts tentés dans ce sens.

Sauf en de rares occasions, nous avons été peu enclins depuis la dernière guerre à associer sérieusement l'Europe au développement du Canada. Nous avons jugé d'autre part que le Canada avait un rôle à jouer dans la reconstruction de l'Europe occidentale après la guerre, dans les arrangements de sécurité subséquents et dans le développement d'une Communauté atlantique. Prisé par l'*Eastern Establishment* des États-Unis, ce dernier concept supposait une communauté de vues transatlantique qui, si elle a réellement existé dans la conjoncture exceptionnelle de 1950, s'était transformée en chimère vers 1960. On a dit que l'idée de la Communauté atlantique aurait plu au romancier Henry James, mais elle n'eut pas en tout cas l'heur de plaire au président de Gaulle, qui voyait au contraire dans la CEE le moyen pour l'Europe de s'affirmer par rapport aux États-Unis. Le veto qu'il opposa à l'admission de la Grande-Breta-

gne au Marché commun en 1963 (Harold MacMillan était partisan enthousiaste de la Communauté atlantique) enleva beaucoup de son dynamisme au projet d'une Communauté atlantique. Puis, la guerre du Vietnam et ses répercussions diverses sur l'Europe et sur les États-Unis mirent fin à ce rêve, à toutes fins pratiques.

Les Canadiens ont caressé, eux aussi, le projet d'une Communauté atlantique, mais d'un point de vue presque exclusivement anglophone, suite peut-être naturelle du temps de guerre où l'Alliance était celle de membres d'une même famille, soit les Britanniques, les Américains et nous. Les premiers pays membres de la CEE avaient tous été vaincus et occupés à différentes périodes du conflit; les «Anglo-Saxons» avaient gagné, à leur sens, et le reste de l'Europe paraissait d'une façon ou de l'autre avoir perdu la guerre. Au cours des années cinquante, le concept de la Communauté atlantique ne faisait qu'élargir celui de l'Alliance. Il devint, en outre, un cadre où nous pouvions tant bien que mal éviter de subir les conséquences de décisions d'une portée continentale. La Communauté atlantique offrait un lieu propice où nourrir certains complexes canadiens, foyer tout désigné pour notre vibrant internationalisme, où la participation des États-Unis n'allait pas jusqu'à nous donner un sentiment d'oppression et celle de la Grande-Bretagne était assez limitée pour éviter que nous nous sentions traités avec condescendance.

L'Europe manque d'intérêt

On ne paraissait guère s'intéresser à l'Europe pour elle-même. De nombreux Canadiens ont eu une réaction de Loyalistes abandonnés lorsque la Grande-Bretagne a formulé sa première demande d'admission à la CEE. Très peu ont alors soutenu qu'une CEE élargie pourrait aider au resserrement des relations entre le Canada et l'Europe, surtout parce que ces relations ne semblaient pas d'une importance particulière pour l'avenir. Nous avons déjà exercé une influence extraordinaire durant

M. Kinsman, de la Direction de la politique commerciale au ministère des Affaires extérieures, s'est occupé des relations entre le Canada et la CEE au cours d'affectations à Bruxelles et à Ottawa. Il faisait partie de la mission du Canada qui a visité les capitales de la CEE au milieu de l'année 1972. L'article ci-contre n'engage que son auteur.